

## Réponse de Storengy à la consultation publique N°2020-001 du 30 janvier 2020 sur la mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

---

*Storengy donne son accord pour que la présente réponse soit publiée par la CRE*

### Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Storengy est favorable aux critères d'éligibilité envisagés par la CRE.

Storengy attire toutefois l'attention de la CRE sur les critères d'éligibilité relatifs au « potentiel de développement ultérieur » et au « bénéficie pour la collectivité si la solution était déployée à terme » : leur caractère subjectif ne doit pas porter préjudice à des projets qui répondent aux autres critères d'éligibilité mais portent sur des marchés de « niche » (ou vus d'aujourd'hui comme tels).

### Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

Storengy est favorable à l'ouverture de guichets par la CRE à pas de temps régulier, a minima deux fois par an.

Storengy considère qu'il est important d'organiser un guichet additionnel dès la fin de la phase d'analyse approfondie des projets du premier guichet, et ce afin de donner de la visibilité aux porteurs de projet et d'incorporer des projets non matures lors du premier guichet.

Storengy note que plusieurs projets présentant une nature similaire pourraient être présentés à la CRE par différents opérateurs, et s'interroge sur la coordination envisagée par la CRE compte tenu des contraintes de confidentialité pouvant peser sur lesdits projets.

### Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Storengy approuve le contenu des dossiers tel qu'envisagé par la CRE.

### Question 4 : Avez-vous des remarques sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Storengy note que la durée de dérogation de 18 mois n'est une moyenne et dépend des projets : cette durée peut être insuffisante pour des projets présentant un caractère saisonnier (que ce soit sous l'angle production, stockage ou consommation).

### Question 5 : Voyez-vous des modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

Storengy estime que la CRE devra accompagner la notification de fin d'analyse ou de non renouvellement de l'expérimentation des raisons qui l'amènent à cette décision, et ce afin de permettre aux opérateurs de mieux cibler les projets susceptibles d'être retenus lors des guichets ultérieurs.